



AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

Mai 2021

**Redynamiser le territoire par l'action et la
communication citoyenne : les besoins de l'État en lien
avec les attentes des administrés**

www.aimpact.tech



AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

AimPact est une start-up politique et citoyenne à impact au service de l'action publique.

À travers des recommandations concrètes obtenues des citoyens mobilisés, validées par des comités de recherche de haute valeur ajoutée, AimPact permet aux décideurs publics de remédier aux carences de la démocratie et aux décideurs privés, de résoudre leurs difficultés organisationnelles.

AimPact agit ainsi comme véritable laboratoire d'innovations publiques et se veut un lieu collaboratif de résolution de problèmes de politique publique. La start-up mobilise un large écosystème d'acteurs issus du secteur public et privé, ou encore de la société civile, et les encourage à collaborer pour aborder des questions politiques complexes en lien avec les enjeux du bien commun en vue de pouvoir proposer des solutions transformatrices concrètes.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.aimpact.tech

Redynamiser le territoire par l'action et la communication citoyenne : les besoins de l'État en lien avec les attentes des administrés

© Tous droits réservés, AimPact, Paris, 2021



Table des matières

Introduction	5
I/ Les collectivités : un besoin de visibilité de leurs actions	7
1. Des outils de visibilité plus faibles que l'État central	7
A. <i>Dispersion d'outils</i>	7
B. <i>Une perception incomplète de l'action publique</i>	7
2. La solution intégrée Orion x AimPact : un réseau d'influence nationale au service des citoyens et des collectivités	8
II/ La difficulté de faire remonter et mobiliser la voix des citoyens	9
1. Un contact avec le citoyen paradoxalement plus difficile	9
A. <i>Des attentes citoyennes non comblées</i>	9
B. <i>Retrouver l'hyper-proximité : les enseignements de la crise du COVID</i>	9
2. AimPact : un outil digital au service des pouvoirs publics pour cadrer le débat public	10
A. <i>L'association de citoyens à la vie locale, en un clic</i>	10
B. <i>Un outil d'hyper proximité, d'évaluation et d'ajustement des politiques publiques des collectivités</i> ..	11
.....	11
III/ La nécessité contemporaine de construire la vie démocratique en entreprise	12
IV/ Les enjeux du digital : une solution pour l'État s'inscrivant dans des axes de modernisation de l'action publique	13
1. Dépasser la fracture digitale et susciter une adhésion populaire	13
2. Les défis du digital : les enjeux de cyber-sécurité	14
.....	14
Conclusion	15
.....	16
Contact	16

Introduction

Une analyse a posteriori nous enseigne que les grandes révolutions de l'histoire répondent aux besoins de changements structurels profonds accumulés sur le temps long mais leur déclenchement résulte souvent de faits générateurs quasi-accidentels. Se pose alors la question : Malgré leurs apports incontestables des grandes révolutions de l'histoire, la violence dans laquelle celles-ci plongent les nations auraient-elles pu être évitée et remplacée par des réformes d'envergure ?

Ceci amène la question suivante : Pouvons-nous aujourd'hui résoudre les problèmes qui pèsent sur notre démocratie comme le montrent les taux d'abstention électorale ainsi que des manifestations et révoltes populaires tels que le mouvement des Gilets Jaunes et les grèves généralisées ou la non-compréhension des mesures gouvernementales ou régionales ?

Ceci suppose de prendre en compte notamment la réforme de la Constitution, la décentralisation territoriale, le besoin de participation citoyenne mais aussi les enjeux liés à la transition énergétique et vers une économie durable, inclusive et résiliente.

A l'heure de la crise de la démocratie, de la mise en cause des élites et du fonctionnement des institutions publiques, de la crise du COVID, les fragilités du modèle politique ont été mises en avant.

Les citoyens ont des besoins « politiques » tournés vers davantage de participation à la prise de décision sur les vulnérabilités auxquelles ils sont confrontés. Ces vulnérabilités prennent différentes formes : elles peuvent être sociales, environnementales, sécuritaires ou démocratiques. Le bien-être citoyen et le mieux-vivre en lien avec la résolution des problèmes de politiques publiques tournées vers ces vulnérabilités sont essentiels. C'est l'objet et la raison d'être de AimPact.

La solution AimPact est partie d'un constat simple. Le manque de communication évidente entre les citoyens et les autorités publiques, l'inflation normative et législative, le souci de plus en plus affiché des autorités publiques de prendre en considération les avis et besoins des citoyens d'un côté et le besoin de plus en plus affiché de ces mêmes citoyens par rapport à la prise en compte de leurs besoins de l'autre.

Avec la puissance d'analyse et force de proposition du Cercle Orion ainsi que la force mobilisatrice issue du *Manifeste pour le Monde d'après*, l'écosystème AimPact apporte la qualité d'analyse et d'interprétation ainsi que le laboratoire d'idées suffisant pour exploiter le cahier de doléances citoyennes et transformer l'information en vue d'une politique publique efficace et en lien avec les besoins des administrés afin d'être en mesure de communiquer sur les propositions et de mesurer leur impact.

Permettre de suivre les transformations profondes conduites par le Président de la République et le Gouvernement ainsi que de mener à bien la transformation de notre société en démocratie citoyenne, plus résiliente sur le plan économique, sociétal, énergétique et environnemental et parée pour les défis post COVID, prête pour un développement et une croissance durable et inclusive, prête à faire face aux chocs adverses.

AimPact répond à des besoins évidents et s'inscrit dans les défis cités plus haut à l'aune de la crise sanitaire, désireux de revitaliser la démocratie et de rendre l'action publique

plus efficiente et proche des citoyens.

Pour cela, la start-up est partie des attentes citoyennes et s'est concentrée sur les vulnérabilités auxquelles ils sont confrontés.

Elle tend à répondre à de réels défis de transformation de l'action publique, plus proche des administrés et plus efficiente dans la vie quotidienne du plus grand nombre. Cette réponse aux défis actuels est cruciale en période de crise sanitaire et AimPact entend prendre toute sa place dans la revitalisation démocratique et citoyenne pour moderniser l'action publique et la rendre plus performante.

Pour ce faire, la logique publique/privée est essentielle et AimPact entend agir comme un partenaire qui fait reposer sa raison d'être sur la consolidation démocratique et la réponse aux faiblesses de l'action publique préalablement identifiées.

I/ Les collectivités : un besoin de visibilité de leurs actions

1. Des outils de visibilité plus faibles que l'État central

La participation des citoyens est au cœur de la notion de la démocratie. Elle enrichit le débat public et politique et **contribue à lui donner tout le sens à l'action citoyenne. La communication publique ne consiste donc pas uniquement** à informer les citoyens de l'action politique prise par les administrations et les élus une fois la période électorale passée. Au contraire il s'agit d'une mission stratégique continue, essentielle au fonctionnement de l'action publique et de la démocratie.

Souvent décriée pour son manque d'efficacité et parfois supprimée en raison des craintes de coûts associés à une communication effective, la fonction « *communication* » dans les collectivités territoriales et organismes publics représente 25 000 professionnels et constitue une fonction essentielle qui représente pourtant aujourd'hui **uniquement 1% du budget de fonctionnement des institutions.**

A. Dispersion d'outils

L'article L.2141-1 du Code général des collectivités territoriales définit la communication publique comme suit : "*l'ensemble des actions de communication engagées par une collectivité en direction des citoyens afin de les informer sur les services mis à leur disposition, sur ses projets et réalisations en cours*". Dans les faits, la communication des collectivités passe surtout par la presse locale et régionale par laquelle s'informent 79% des Français contre seulement 49% des Français pour la presse quotidienne nationale selon le baromètre de la communication publique. Les bulletins d'information physiques et électroniques, les sites internet des communes et administrations ainsi que les réseaux sociaux représentent le reste des supports de la communication publique.

Bien qu'il soit difficile de mesurer directement l'écho que l'effort de communication des collectivités rencontre auprès des citoyens, le millefeuille des compétences territoriales ainsi que le manque de visibilité des politiques publiques dans leur ensemble, **l'idée même de la participation citoyenne au débat public rencontre un très bon écho auprès des Français.**

B. Une perception incomplète de l'action publique

Selon une étude de Cap Com, réseau de professionnels de la communication publique, publiée le 5 janvier 2021¹, les Français perçoivent de manière très positive l'existence de dispositifs de participation citoyenne qui leur permettant de participer aux choix publics sur leur territoire : 88% estiment que c'est un bon moyen pour qu'ils soient associés aux décisions qui concernent la vie de la commune et 8 Français sur 10 estiment que ces

¹ <https://www.cap-com.org/actualités/les-habitants-souhaitent-plus-de-participation-mais-connaissent-peu-les-dispositifs>

dispositifs peuvent permettre une meilleure connaissance des attentes des citoyens par les élus. De même, 85%, estiment que ces dispositifs pourraient permettre d'améliorer les projets à l'étude et permettre d'ajuster les politiques publiques existantes pour d'avantage d'efficacité. Dans une très grande majorité, 88%, les Français ont le sentiment que ces dispositifs peuvent permettre de faire émerger des projets innovants².

Cette perception très positive se heurte néanmoins à une réalité plus que décevante car seuls 27% des Français affirment avoir entendu parler des dispositifs mis en place par les collectivités pour recueillir le sentiment des citoyens sur des sujets précis au cours de la campagne ayant précédé les dernières élections municipales. Un tiers affirment ne pas en avoir connaissance et un tiers en avoir connaissance mais ne pas connaître précisément les dispositifs mis en place pour permettre une meilleure participation citoyenne.

2. La solution intégrée Orion x AimPact : un réseau d'influence nationale au service des citoyens et des collectivités

Il faut aujourd'hui réinventer les codes de la communication publique pour favoriser la participation et l'échange entre les élus et collectivités et les citoyens dans une logique d'échange dans les deux sens plutôt que d'utiliser la diffusion de l'information seule comme unique vecteur de communication.

La plateforme intégrée AimPact répond à cette double nécessité de faire participer les citoyens au débat public, en fournissant aux collectivités un pack de communication efficace et un outil technologique permettant de mettre en œuvre une bonne évaluation des projets d'un côté et un retour sur l'adéquation des politiques publiques mises en place de l'autre. Cela permet à la fois une meilleure participation aux décisions mais aussi un retour direct sur la mise en œuvre des politiques en temps réel afin d'éviter l'accumulation de mesures faiblement ajustées qui se traduisent par une perte de fonds publics et finissent par générer une lassitude et un manque de confiance dans la réussite de l'action citoyenne.

En effet AimPact permet de répondre à la fois au manque de visibilité des collectivités face à la communication gouvernementale et aux annonceurs du secteur privé en fournissant un outil dédié et en accompagnant les collectivités dans la valorisation des initiatives et les évolutions de la communication publique par le développement d'actions et de services.

La plateforme intégrée AimPact x Orion offre une visibilité et perception accrue auprès du public tout en fournissant une technologie de sondage efficace doublée d'une expertise publique et d'une qualité d'analyse permise par la qualité de réflexion pluridisciplinaire du Cercle Orion sur les éléments d'efficacité des politiques publiques.

La spécificité de la plateforme dédiée à la participation citoyenne permet de développer des synergies, des échanges et procédés de mutualisation ainsi que de définir et mettre en œuvre des *best practice* tout en gardant la qualité de l'analyse et du service sur mesure adapté aux besoins et enjeux de chaque collectivité et de chaque client.

² A ce titre on remarque une légère prévalence à l'échelle de la commune et à l'échelle nationale, les départements étant légèrement en retrait les régions ne constituant pas encore dans l'esprit des Français des ensembles suffisamment cohérents pour justifier des politiques communes adaptées.

II/ La difficulté de faire remonter et mobiliser la voix des citoyens

1. Un contact avec le citoyen paradoxalement plus difficile

A. Des attentes citoyennes non comblées

Malgré les efforts croissants des agents de communication des collectivités et institutions territoriales mêlés à la professionnalisation croissante du métier de communicant public (syndicat et organisations internes), il reste très difficile pour les collectivités de mesurer l'impact de leurs actions.

En effet, selon le Guide de la Communication Publique de l'agence de communication publique, LaFrenchComm³, une très grande majorité des Français, 70%, s'estiment mal informés sur les compétences et sur le fonctionnement des services publics. Le chiffre atteint 50% quand il s'agit d'estimer leurs connaissances du fonctionnement du budget de leur collectivité.

La dernière campagne d'élections municipale et les taux d'abstention observés ont démontré la difficulté de toucher les citoyens sur des sujets qui leur tiennent pourtant à cœur. Or malgré l'abstention croissante et la défiance envers leurs élus, les Français souhaitent pouvoir participer à la vie de leur municipalité et disposer de moyens permettant d'être entendus par leur représentants élus et leurs opinions prises en compte. Il appartient à la communication publique et territoriale de répondre à cette exigence en rendant accessible toute l'information attendue comme nouvelle en faisant vivre et mettant mieux à contribution des dispositifs existants déjà nombreux à savoir : les commissions, conseils et comités de quartier, réunions publiques, ateliers citoyens, forums sur internet, enquêtes publiques, référendums locaux.

Il convient également de travailler sur une redéfinition des règles de la communication réussie en consacrant une partie du budget à l'évaluation des résultats obtenus et intégrant l'évaluation de la campagne dès la conception de l'action et en définissant les critères de succès, mesurables et atteignables, les cibles et les échéances. Enfin évaluer avant, pendant et après la campagne permet d'adapter ou de conforter l'action de communication et, in fine, de faire des économies et optimiser les résultats.

B. Retrouver l'hyper-proximité : les enseignements de la crise du COVID

Dans de nombreuses collectivités, la crise a précipité le passage à la communication numérique des communes qui n'employaient pas encore ces outils. La création de ces derniers est devenue nécessaire en période de confinement à l'instar des comptes Facebook de collectivités qui n'en avaient pas, ou ces applications d'alerte sur smartphone pour prévenir

³ <https://www.lafrenchcom.fr/guide-de-la-communication-publique-et-politique/>

les citoyens des nouvelles mesures ou changement de règles sanitaires. Le prolongement de la crise sanitaire a encouragé les citoyens à prolonger l'utilisation de ces outils élaborés dans l'urgence comme en font état de nombreuses études⁴.

En effet, plus de 90% des communicants ont mesuré une augmentation significative du nombre d'abonnés de leur page Facebook et une majorité a fait le même constat pour leur compte Twitter ou Instagram. Qui plus est, plus de 80% des communicants des collectivités reconnaissent qu'ils ont dû **faire évoluer la ligne éditoriale** de leurs supports numériques. Plus de 40% d'entre eux indiquent également qu'ils ont été amenés à **développer de nouveaux outils** numériques pendant la crise (live streaming ou envoi de sms dont 50% pour la première fois). 80% reconnaissent que, qu'ils ont été sollicités bien plus que d'habitude par les autres directions ou autres services de leur organisme, démontrant le rôle central des outils et équipes de communication. Enfin près de deux tiers des communicants des collectivités et administrations locales entendent continuer l'utilisation des outils mis en place.

Cependant et surtout au vu de la pérennisation des outils, il faut mener une réflexion stratégique pour déterminer leurs moyens, empois et objectifs dans la durée et dans le cadre du plan de relance et de résilience. L'on peut à ce titre citer quelques initiatives comme « les Lauréats des Hashtags ». La ville de Nantes a réalisé des podcasts pendant le confinement pour découvrir des femmes et des hommes de son territoire. La ville s'apprêtait à l'automne à sortir de nouveaux épisodes et réfléchit à de nouveaux podcasts. Dans ce contexte un outil dédié aux collectivités et permettant de mettre en commun et définir les *best practices* prend tout son sens.

2. AimPact : un outil digital au service des pouvoirs publics pour cadrer le débat public

A. L'association de citoyens à la vie locale, en un clic

Par sa fonctionnalité principale, outil de sondage en ligne, et sa conception comme un tiers lieu numérique, entre le citoyen et les collectivités ou institutions publiques, AimPact permet de gérer la relation avec les citoyens et de faire remonter l'information de façon automatique et quasiment en temps réel.

Il est également conçu pour être très facilement accessible et téléchargeable par les citoyens leur permettant d'avoir accès à l'information de leur commune ou collectivité en un seul service et en toute interactivité. Pour l'annonceur, cet **outil permet de faire remonter la voix des citoyens de manière directe**

En permettant à chaque citoyen de créer les éléments du débat public en définissant les critères précis de sondage, AimPact répond directement à leurs besoins en faisant faire remonter l'information auprès de leurs élus sans filtre et en toute transparence.

⁴ CAP COM : Comment la Covid a transformé la communication publique numérique. <https://www.cap-com.org/actualités/comment-la-covid-transforme-la-communication-publique-numerique>

B. *Un outil d'hyper proximité, d'évaluation et d'ajustement des politiques publiques des collectivités*

Par ailleurs, en ligne avec les enseignements de la crise du COVID, les fonctionnalités et offres d'AimPact permettent d'être au plus près des citoyens et des collectivités locales.

En effet, le vote et la force de proposition à portée de main (en un seul clic) permettent l'hyper-proximité digitale et la désintermédiation de la communication entre le citoyen et les collectivités qui ont pour objet la mise en place de l'action publique. L'évaluation des politiques publiques est en effet un élément majeur de l'amélioration de l'action publique à travers un suivi efficient des mesures mises en place et une analyse de différentiel entre la perception et l'impact réel de ces dernières.

A ceci vient s'ajouter la fonctionnalité d'organisation d'événements et de débats citoyens publics physiques sur des sujets de discussion aussi bien en période électorale qu'en dehors. Cette solution s'inscrit dans les enseignements de la crise du COVID qui a démontré l'utilité et les limites du tout digital et le besoin de solutions hybrides, agiles pouvant prendre le relai l'une de l'autre.

III/ La nécessité contemporaine de construire la vie démocratique en entreprise

Dans le cadre d'émergence d'outils extra-financiers appelés à devenir la condition *sine qua non* de l'adhésion des investisseurs, actionnaires, employés et pouvoirs publics, un outil permettant la mise à disposition des outils de communication sur l'importance des mesures à prendre pour respecter au quotidien les critères ESG prend tout son sens y compris dans les acteurs du secteur privé (entreprises, associations, partenaires sociaux, organismes publics ou semi-publics).

De plus, dans le cadre de la loi Pacte permettant l'immatriculation et la transformation de sociétés existantes en sociétés à mission, l'adhésion des salariés aux objectifs de l'entreprise ainsi que les mesures en temps réel afin de garantir la compatibilité de l'action de la société par rapport à ses objectifs, paraît nécessaire.

L'intégration du think-tank Orion et du do-tank AimPact va permettre une remonté de l'information et un suivi des enjeux extra-financiers en temps réel en dehors des activités des cabinets de conseil intervenant et permettra de mesurer en temps réel l'adhésion des salariés au projet en cours ainsi que de mettre en place des propositions d'amélioration en intégrant les salariés à la prise de décision.

Sachant que les acteurs du privé obéissent à des règles différentes, cet objectif fera l'objet d'une offre de services à part tout en s'inspirant des connaissances et de la puissance de l'outil AimPact.

IV/ Les enjeux du digital : une solution pour l'État s'inscrivant dans des axes de modernisation de l'action publique

1. Dépasser la fracture digitale et susciter une adhésion populaire

Le web, digital et réseaux, pour intéressants qu'ils soient, ne peuvent répondre à tous les besoins des citoyens. En effet, la crise sanitaire, même si elle a précipité le passage au numérique et démontré les nombreuses potentialités de celui-ci, a également démonte les limites du tout numérique du point de vue technique et psychologique (lassitude et fatigue psychologique ou au contraire sentiment d'isolement observé du fait du recours au télétravail et du fait de la multiplication de réunions distancielles ou séminaires web).

De plus, dans certains territoires, la difficulté a résidé dans le fait qu'une grande partie de la population n'avait pas accès à cette information numérique. Cette problématique est encore plus aiguë chez les personnes âgées et dans les familles à très faibles revenus. Un constat qui devrait amener les communicants à mieux connaître et travailler plus en lien avec les acteurs de l'inclusion numérique et inciter les pouvoirs publics à accélérer la couverture numérique du territoire dans son ensemble.

Une présence physique nécessaire est ainsi prévue dans l'offre d'AimPact pour toucher les publics éloignés du digital. Cette offre s'inscrit parfaitement dans la nécessité de donner un sens et une stratégie aux outils digitaux dans la normalité post COVID, ceci à deux niveaux. A travers son Académie accessible à tous les souscripteurs de services qui regroupe l'ensemble des savoir-faire et permet l'échange des collectivités entre elles pour dégager des enseignements des pratiques. L'intégration avec le think-tank Cercle Orion permet de bénéficier de l'analyse et axes de réflexion du comité stratégique et des travaux plus détaillés des comités de recherche.

De plus, l'offre de services sur-mesure d'AimPact permet d'étudier spécifiquement les besoins et enjeux stratégiques de chaque collectivité et de mettre en place la stratégie de communication et d'échange citoyen sur les sujets par les moyens les plus adaptés.

En outre, la deuxième fonctionnalité d'AimPact, la création et l'accès à des débats apparaît comme une solution à l'hybridation nécessaire (distance/présence) de l'action et de la communication des collectivités. Pour rappel cf. note Modèle économique (2) – Produits & Services proposés, cela fonctionnera de plusieurs manières.

Un citoyen ou groupe de citoyens pourra mandater AimPact pour la création de débats. Toutefois, AimPact pourra elle-même organiser des débats comme elle le souhaite. Ces débats pourront se dérouler en physique (avec une retransmission sur l'application) ou uniquement en digital sur l'application. Les modalités du débat seront fixées à l'avance : temps, possibilité ou non d'intervenir à l'oral ou à l'écrit, mise à disposition d'outils de sondages durant le débat, personnalités publiques invitées ou non. De la même manière que pour les consultations, les citoyens seront prévenus à l'avance du déroulement du débat via les canaux de communication habituels. Le débat sera enregistré et disponible au sein des cahiers de doléances, sorte d'archive de tous les contenus créés au sein de la plateforme.

Le doublement des grands débats et outils digitaux permettra également aux institutions territoriales et collectivités de favoriser l'adhésion et l'attachement des citoyens vis à vis de leur territoire et patrimoine naturel et culturel en permettant d'organiser des visites ou expositions thématiques. En effet, les collectivités ont des difficultés à mobiliser le soutien financier des citoyens dans la préservation de nos communes par exemple et ce, malgré un cadre législatif favorable en matière de mécénat populaire et financement participatif⁵ en organisant des campagnes de collecte au profit d'un service public culturel, éducatif, social ou solidaire.

2. Les défis du digital : les enjeux de cyber-sécurité

Alors que de plus en plus de collectivités de taille moyenne entament une transition vers le digital, la menace numérique apparaît plus importante que jamais. En effet d'après l'Agence Nationale de Sécurité des systèmes d'information et Eric Labmert Directeur général de l'Institut national pour la cyber sécurité et la résilience des territoires⁶, de plus en plus de collectivités de taille moyenne sont prises pour cibles avec comme conséquences potentielles l'interruption ou le détournement de l'utilisation de services d'infrastructures des villes ainsi que la mise en danger de la protection des données personnelles des citoyens. Dans ce contexte, un cadre réglementaire a été établi imposant aux collectivités la mise en place de différentes mesures destinées à sécuriser leurs systèmes d'information, leurs services numériques, et à protéger les données à caractère personnel de leurs administrés⁷.

Dans ce contexte lourd d'enjeux, AimPact permet de sécuriser les données grâce à son outil technologies développé avec des partenaires de premier plan spécialisés dans le traitement et la protection de données à destination des acteurs public disposant et collectant des données privés et sensibles.

L'outil AimPact permet, par ailleurs, par son rôle d'Académie interne, d'échanger et de mutualiser les expériences des agents de communication et des collectivités ainsi que de définition de *best practices* en matière de communication publique de former les agents et les collectivités aux bonnes pratiques en mesure de cyber-sécurité et à la communication et mesures à prendre en cas d'attaques.

⁵ Décret n°2015-1670 du 16 décembre 2015

⁶ <https://www.humanite.fr/les-collectivites-attaquees-un-hacker-pris-le-controle-du-reseau-de-distribution-deau-dune-ville>

⁷ <https://www.ssi.gouv.fr/actualite/collectivites-territoriales-face-a-la-menace-saisissez-vous-des-enjeux-cyber/>

Conclusion

AimPact est une start-up politique et citoyenne en phase avec les enjeux digitaux et les enjeux de transformation publique, tournés vers la participation citoyenne, la confiance envers les élus et la qualité des liens existant entre les différentes parties prenantes.

La start-up répond aux attentes citoyennes et à leurs besoins en lien avec les vulnérabilités de toutes sortes.

Elle répond aussi par voie de conséquence aux besoins de l'État qui tend à répondre aux préoccupations citoyennes.

A travers une réponse à ces différents besoins, AimPact se place comme une start-up innovante dont la raison d'être repose sur le bien-être citoyen et sur la revitalisation démocratique.

La crise sanitaire a considérablement ébranlé les régimes démocratiques, notamment à travers la multiplicité des mesures d'interdiction mises en place. Cela se traduit aujourd'hui par une réelle nécessité d'inventer un nouveau paradigme citoyen, plus en phase avec les moyens digitaux et résolument tourné vers l'avenir.

Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.

AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

aimpact.tech/contact